

Conférence sur l'avenir de la Centrafrique au siège du PCF le mardi 24 juin 2014, Paris



Collectif de Solidarité avec les Luttés Sociales et Politiques en Afrique
(electionsafrique@rezo.net)

<http://regismarzin.blogspot.fr/2014/06/24-juin-2014-paris-conference-sur-la.html>

Le Parti Communiste Français (PCF) et le Comité d'Action pour la Conquête de la Démocratie en Centrafrique (CACDCA) organisent une conférence intitulée "**Ingérence, partition ou souveraineté et solution de progrès ? Quel avenir pour la République Centrafricaine ?**" avec de gauche à droite, Dominique Watrin, sénateur, François Passéma, Président du CACDCA, Dominique Josse, responsable Afrique du PCF, Lydia Samarbakhsh, responsable des relations internationales du PCF, Michèle Demessine, Sénatrice, membre de la commission des affaires étrangères et de la défense, Lydia Samarbakhsh, responsable des relations internationales du PCF (le reporter Pierre Barbancey est excusé).

Dominique Josse anime de débat et revient sur l'opération Sangaris pour 'éviter le pire', en restant dans une logique 'coloniale', sans politique, sous-entendue, sérieuse et assumable.

Michèle Demessine commence par préciser qu'elle est à l'écoute des propositions, et, cela me semble une position normale d'élue-e-s: faute de temps, les élu-e-s ne peuvent suivre l'actualité africaine au rythme des journalistes ou des associations. La sénatrice est rentrée pessimiste d'une délégation en avril en RCA à la vue de l'absence totale d'Etat.

François Passéma précise que les centrafricains ont demandé une intervention pour sauver "un peuple en danger". Il pense que la France doit réparer après 50 ans de responsabilité historique. Il réclame un **déploiement des forces militaires françaises, africaines, et de l'armée centrafricaine, une fois reconstituée, dans les 16**

préfectures. Selon lui, le conflit religieux n'existait pas et est arrivé du Soudan et du Tchad. Il passe également du temps à critiquer les politiciens centrafricains issus du système dictatorial et se montrant dans les media pour essayer de conquérir le pouvoir. Il insiste sur la **reconstruction des services publics et propose une "compagnie centrafricaine de gestion des mines et des forêts"**.

Lydia Samarbakhsh s'exprime sur le poids des dictatures en Afrique centrale soutenues depuis Paris, la position atlantiste de la politique française, dans le choix d'assurer la sécurité de l'Europe, et la conception 'militarisée' de la politique française.

Dominique Watrin est peu convainquant. Il commence par faire une erreur sur l'affaiblissement des Etats en Afrique centrale susceptibles de subir des coups d'Etat. Seul l'Etat centrafricain est faible, car, au contraire, la majorité des Etats dictatoriaux sont forts, militairement, bien qu'incapable de répondre aux besoins des populations.

Pendant le débat avec la salle, le rôle prépondérant de Déby dans la crise et les compromissions du gouvernement français par rapport au dictateur tchadien sont rappelés. Un intervenant centrafricain dans la salle souligne les responsabilités centrafricaine et le fait que les "musulmans étaient martyrisés". Le mot semble fort, parce que, plutôt, avant la Séléka, ils et elles étaient considéré-e-s comme étranger-ère-s et qu'il y avait un conflit sur le contrôle de l'économie.

Des propositions sont abordées : une **conférence internationale**, réunissant au-delà des pays d'Afrique centrale (CEEAC), une **assemblée nationale constituante**, la construction d'une **démocratie locale** autant qu'une élection présidentielle, d'une **redéfinition de la transition**. Le [rapport d'International Crisis Group et ses recommandations](#) pour une transition vers la démocratie sont évoqués. Il est aussi question du "vivre ensemble" entre musulman-e-s et autres centrafricain-e-s.

Le débat se termine sur des points de vues contradictoires sur la demande d'intervention française: dans le public, certain-e-s souhaitent que rien ne soit demandé aux dirigeants français en raison de la Françafrique, ou il est au contraire question de l'exigence d'un suivi international plus sérieux pour éviter la poursuite des massacres et de la guerre, en concertation entre gouvernement français, Union européenne, ONU, sachant que le gouvernement français, sans pression, en restera à un minimum de soutien d'une transition démocratique réelle. Evidemment, il y a consensus sur l'impossibilité d'organiser une élection présidentielle en février 2015: est-ce que le calendrier venu de Laurent Fabius n'est pas un gage donné aux voisins dictateurs pour les rassurer sur le fait que la crise centrafricaine ne servira pas de levier pour promouvoir et débloquent la démocratie en Afrique centrale?